



LE TEMPS DES APOCALYPSES

306-1

JEAN-MARIE BRANDT — Docteur ès Sciences économiques et en théologie,
Conseiller indépendant

Depuis 2000 ans, apocalypses, croyances en la résurrection et discours sur la fin du monde alimentent l'imaginaire, les peurs, mais aussi les violences au nom de Dieu, alors que ces révélations furent rédigées pour redonner espoir aux croyants en des temps troublés.

Quelles lectures ont été faites de ces textes énigmatiques ouvrant sur le sens de l'histoire et quelle est aujourd'hui leur pertinence ?

Que disent-elles du rapport entre religion et pouvoir politique ?

Munis d'une riche documentation préparatoire nous abordons des thèmes précis d'intérêt général dans un débat d'actualité guidé et interactif.

QUAND: mardi de 19h00 à 22h00

4 séances de 4 périodes

DATES: 3 octobre, 14 novembre 2017, 16 janvier, 13 février 2018

LIEU: Université populaire de Lausanne, Escaliers du Marché 2, Lausanne

PRIX DU COURS: Fr. 240.-

MEMBRES COTISANTS UPL, AVS, AI, CHÔMEURS, APPRENTIS, ÉTUDIANTS: Fr. 220.-

**PROGRAMME COMPLET
DES COURS ET INSCRIPTIONS
SUR WWW.UPLAUSANNE.CH**

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
ESCALIERS DU MARCHÉ 2
CASE POSTALE
1002 LAUSANNE

TÉL 021/315 24 24
FAX 021/315 24 21
INFO@UPLAUSANNE.CH
WWW.UPLAUSANNE.CH

UNIVERSITE POPULAIRE DE LAUSANNE
Le Temps des Apocalypses

- 1- MÉTHODE
- 2- INTRODUCTION
- 3- CADRE DE VIE, PARADIGMES, VALEURS, IDENTITÉ, ÉTHIQUE DIGNITÉ
 - 3.1- *Mieux-vivre, bien-être*
 - 3.2- *Foi, croyance, rapport éthique, alliance, Dieu ou non*
 - 3.3- *Stabilité, économie du mieux-vivre et du bien-être, évolution générale*
- 4- ÉVOLUTION, CRISE, DISRUPTION
 - 4.1- *En général*
 - 4.2- *Crise*
 - 4.3- *Disruption*
 - 4.4- *Le facteur temps, différentiel crise - disruption*
 - 4.4- *Résumé*
- 5- LE PROBLÈME DE LA CONFIANCE
 - 5.1- *La confiance, un enjeu culturel en même temps qu'un enjeu spirituel*
 - 5.2- *Le devenir de la confiance depuis l'ouverture de la crise de 2007 - 2008*
- 6- DE LA PERSONNE AU GOLEM
- 7- A TITRE D'EXEMPLE, LE PASSAGE DE LA COOPÉRATION A LA CONFRONTATION
 - 7.1- *Coopération. Définitions*
 - 7.2- *Confrontation. Définition*
 - 7.3- *Coopération et confrontation*
 - 7.4- *Conclusion.*
- 8- Religion et culture
 - 8.1- *Généralités. Principe de corrélation*
 - 8.2- *Corrélation religion et culture*
 - 8.3- *Corrélation économie-culture*
 - 8.4- *Corrélation finance et culture*

ANNEXES : LISTE DES ARTICLES PROPOSÉS

1- MÉTHODE

Nous partons de l'idée que les informations contenues dans la *presse quotidienne*, complétées selon les besoins par la *littérature spécialisée* devraient susciter dans le public les questionnements et les débats nécessaires au suivi des changements de société en cours et contribuer ainsi à son inévitable adaptation. *Devraient*, parce que ces informations, s'agissant de la presse quotidienne, nécessitent de prendre le temps du discernement et de se forger une opinion personnelle, et que s'agissant de la presse spécialisée, ils impliquent d'accomplir un travail de vulgarisation rigoureux.

L'exercice consiste à faire usage de son *libre-arbitre* de manière critique dans le but de faciliter un engagement individuel responsable. S'il l'a été, il ne l'est plus en raison de deux phénomènes inédits qui fracturent notre société : le conditionnement financier et technologique de l'information et la tendance générale au conformisme. Nous analyserons ces phénomènes en lien avec le cadre de notre mieux-vivre et de notre bien-être et de ses paradigmes de définition, soit nos valeurs dont nous tenterons d'analyser l'état et le devenir.

Actu-Café propose un débat d'actualité en lien avec nos traditions culturelles sur la base d'articles choisis de la presse quotidienne et d'extraits d'ouvrages spécialisés. C'est *l'ici* et le *maintenant* de notre vécu au quotidien qui est au cœur de nos débats.

2- INTRODUCTION

2.1- *La disruption : une fracture lente de nos valeurs*

Le phénomène de *disruption* s'annonce en filigrane de la crise dite *des subprime* de 2007 - 2008. Dans sa durée exceptionnelle, puisqu'à ce jour elle n'est pas terminée, cette crise se révèle être le symptôme d'une mise en question structurelle et systémique. Elle n'est en effet pas terminée si l'on se réfère à trois paradigmes essentiels parce que directement liés à la dignité humaine et au Bien commun (notions que nous définirons et dont nous chercherons à évaluer l'évolution) : le chômage de longue durée (des jeunes et des seniors), la dégradation de la qualité de l'emploi la substitution de l'obligation de réciprocité dans le cadre de la coopération institutionnelle par la confrontation et le multilatéralisme.

Nous observerons que notre cadre de vie et les paradigmes qui le définissent, en un mot nos *valeurs* sont mises en question par cette crise. Une crise par définition présente un caractère temporaire déterminé par l'irruption d'événements brusques et violents. Or la crise actuelle, nous l'avons évoqué, n'en finit pas de durer. Après son éclatement en 2007 aux USA, ses répliques déferlent sur l'Occident jusqu'en 2012, ouvrant une allée royale à des puissances émergentes telles la Chine et donc à des valeurs exogènes à notre cadre de vie.

Depuis 2007 les structures et le système ébranlés par la crise sont maintenus artificiellement par intubation financière (doctrine *Quantitative Easing*) dans un état économique et politique comateux. Depuis 2015 les USA semblent émerger de la crise. La réalité du chômage, la dégradation de l'emploi et le suivi médiocre des mesures prises à ce jour démontrent le contraire. L'impact de la *Silicone Valley* enregistre un succès sans précédent, qui se nourrit de l'état du malade et l'épuise en s'essayant à des cadres de vie et à des paradigmes qui se veulent novateurs et qui mettent en question nos valeurs, jusqu'à l'espèce humaine. Dans l'UE les signes qualifiés de *timide reprise* depuis juin 2017 de même ne sauraient être qualifiés de guérison.

Une telle durée pour un état comateux politique et économique entraîne l'explosion lente du cadre temporel de la crise qui jusqu'à ce jour a été englobé et géré dans notre cadre de notre vie. C'est pourquoi nous parlons de *disruption*. Nous vivons donc, comme le font remarquer de plus en plus de philosophes et d'économistes, le paradoxe d'une explosion lente, d'une fracture lente de nos valeurs, soit du cadre de vie, de notre mieux-vivre et de notre bien-être et, avec les paradigmes qui le définissent, les fondements du Bien commun et de notre dignité.

Nous devons en outre placer ces observations dans la perspective de confrontation que les USA, la Russie, l'Iran, Israël, la Chine et l'Islam développent depuis 2001 en Asie et au Moyen-Orient. La perspective de confrontation s'est en effet substituée la perspective de coopération fondée dans l'obligation de de réciprocité selon laquelle le monde a orienté son mieux-vivre et son bien-être depuis la Seconde guerre mondiale. Cette substitution contribue évidemment à la fracture lente de la disruption. Notre intérêt est évidemment de rapporter mutatis mutandis ces phénomènes à la Suisse et d'examiner le point où elle se situe dans la perspective de confrontation et la mise en question de nos valeurs.

2.2. *Le Temps des Apocalypses*

L'histoire a connu de manière répétée des périodes de crise ou de disruption et notre culture propose à ce sujet un enseignement unique dont il ne faut pas oublier qu'il fonde notre identité. Ces périodes ont donné lieu à des excès millénaristes dont l'histoire décrit l'instrumentalisation religieuse et politique. La Bible relate par ailleurs (la Bible n'est pas un livre d'histoire comme certains le croient encore) de sa manière unique avec l'ensemble des interprétations qui lui ont permis au fil des siècles d'assurer sa pertinence dans l'actualité, ces périodes sous forme de témoignages, soit d'expériences sapientielles. L'idée de la Bible, de ses rédacteurs et de ses commentateurs est de donner une ou des réponses au *questionnement ultime* (celui que se pose l'homme par définition une fois que tous ses questionnements ont trouvé réponse) et de chercher à donner du sens à l'inacceptable, la mort, la souffrance, la corruption. Grâce à cet effort pédagogique incessant, qui a souvent donné lieu à de cruels conflits, l'enseignement biblique présente pour nous aujourd'hui la pertinence objective de l'actualité dans un monde en crise et en disruption. C'est cette qualité que nous entendons mettre en avant.

C'est dans ce sens que, comme nous le verrons, Bible écrite et Bible orale peuvent être qualifiées au sens propre de *révélation*. D'où le lien avec la notion d'apocalypses. En effet l'étymologie et le sens de ce mot, contrairement à ce que l'on pense généralement sont : *révélation, dévoilement*.

Au sens objectif la Bible est *révélation* du *besoin ultime* (celui qui demeure alors que tous les besoins sont satisfaits) et du *questionnement ultime*, tels que l'homme les ont expérimentés et en rendent témoignage dans notre cadre culturel, la culture judéo-chrétienne. La Bible nous livre, ou nous révèle, ou nous dévoile l'expérience vécue de notre cadre de vie avec les paradigmes de sa définition, qui sont ceux de notre mieux-vivre et de notre bien-être, du Bien commun et de notre dignité, soit des valeurs qui fondent notre identité. Elle nous livre ainsi la pédagogie d'une sagesse, d'une éthique et d'une spiritualité qui nous aident à nous repérer, faire le point, à nous orienter dans les perspectives de crises et de disruptions. La révélation biblique avec ses commentaires est la somme des témoignages de gestion de crises et de disruptions qui auront été historiquement décisifs quant à l'édification et la gestion de nos valeurs et de notre identité. Rapporter la pédagogie et la sagesse de ces témoignages à notre actualité faite de crise et de disruption, tel est le sens objectif que nous donnons au *Temps des Apocalypses*.

Quant au sens subjectif de la Bible, il tient du caractère divin du dévoilement, de la révélation, en un mot de l'apocalyptique, de la Foi, soit de la croyance dans cette vérité du divin. Nous analyserons également les incidences de la crise et de la disruption sur le concept de la Foi biblique. Nous observerons que ce sens subjectif est essentiellement constitutif de notre identité jusqu'à ses prolongements dans le monde moderne, notamment dans la dimension de l'économie, et ce nonobstant la laïcisation qu'il connaît. C'est ainsi que nous aborderons le problème de la confiance, de l'alliance, du contrat, de la coopération, de l'obligation de réciprocité, en l'élargissant à celui de la Foi, notamment dans une approche comparative avec le monde musulman. Cette problématique est en effet incontournable, en dépit des apparences que prennent les excès actuels d'égalitarisme, de communautarisme et de fausse mauvaise ou bonne conscience.

Précisons que nous éviterons tout a priori religieux, pastoral ou cultuel, et que nous évoluerons sur un terrain de nature culturelle.

3- CADRE DE VIE, PARADIGMES, VALEURS, IDENTITÉ, ÉTHIQUE DIGNITÉ

3.1- *Mieux-vivre, bien-être*

L'appétence au *mieux-vivre* et au *bien-être* est une tendance qui s'inscrit dans la croissance naturelle des êtres et des choses. Le *bien-vivre* est la gestion de ses besoins de manière à les satisfaire. A commencer par la faim, la sécurité, la reproduction, le confort, et pour l'humanité le bonheur, la joie, le sens de la vie, jusqu'au *questionnement ultime*, celui du mystère de la corruption des êtres et des choses, de la souffrance et de la mort. Le *bien-être* est d'abord la sensation de plaisir à l'état brut, c'est le plaisir physique, physiologique. C'est ensuite la sensation de satisfaction dans la projection subjective qu'on se fait de soi-même et de sa relation avec les êtres et les choses pris dans l'instant et dans la durée. C'est enfin le sentiment de la capacité de dépasser le mystère de la *finitude*, soit de la corruption, de la souffrance, de la mort. Le sentiment de gérer l'ensemble des besoins est par définition le sentiment que leur dynamique peut donner lieu à une forme de maîtrise, jusqu'au *besoin ultime*. Cette forme de maîtrise s'organise dans un *cadre de vie* avec pour références les *paradigmes* qui le définissent. Chez l'homme ce cadre de vie et ses paradigmes fondent, avec son référentiel de valeurs, son *identité* et le tout lui confère sa *dignité*.

3.2- *Foi, croyance, rapport éthique, alliance, Dieu ou non*

Nous approfondirons plus loin les concepts de valeurs, d'identité et de dignité. Pour l'instant nous observons que la gestion de ce cadre de vie nécessite in fine la gestion du *besoin ultime*, celui qui intervient par définition une fois tous les besoins satisfaits. C'est qu'il reste que l'homme en fin de compte est capable de se projeter dans la finitude, et qu'il est incapable de répondre au questionnement ultime que par définition ce besoin laisse béant. C'est à ce niveau qu'interviennent la *Foi* ou la *croyance*, la Foi étant dirigée par un dieu et vers un dieu, la croyance vers une chose ou un être, la croyance pouvant porter sur un déterminisme absolu. Ces notions de Foi et de croyance déterminent ce cadre de *mieux-vivre* et de *bien-être* que nous appelons le *principe éthique*. Le principe éthique est pour nous d'une part le fait qu'il existe une limite au rapport à soi-même et aux autres, qui est définie par le rapport à la *dignité*. Il est ensuite le fait que ce rapport de crainte et de respect conditionne le *vivre-ensemble humain*, jusqu'à libérer son potentiel de bonheur et d'amour. Il est enfin, pour le croyant la projection du rapport à l'autre sur cet Autre qui se situe au-delà de la finitude : Dieu. C'est dire pour commencer que la gestion du

cadre éthique fonde un rapport contractuel au sens large de la *confiance*. C'est dire ensuite que ce rapport de confiance ou de vivre-ensemble ouvre le rapport d'une *alliance* entre personnes libres et responsables. C'est dire enfin que ce rapport d'alliance débouche sur la possibilité d'un rapport d'Alliance avec un dieu, qui cette fois surplombe ses partenaires de manière définitive ou absolue, un dieu qui dans ces conditions ne peut qu'être Dieu (unique et donc universel et donc transcendant), soit Dieu de la révélation biblique. La construction de ce cadre du *mieux-vivre* et du *bien-être*, ou de ces *valeurs*, fonde avec notre *identité*, notre *dignité*. Si l'on n'est pas croyant, ce fondement n'en existe pas moins : il est alors de nature culturelle. Nous développerons plus loin l'ensemble de ces notions.

3.3- Stabilité, économie du mieux-vivre et du bien-être, évolution générale

Ce cadre de vie, les paradigmes qui le définissent, nos *valeurs*, nous appellent à définir cet ensemble, à le structurer, l'articuler, en bref à le gérer. La *stabilité* est la forme achevée du processus. C'est la stabilité qui donne la plus grande ouverture à la capacité de gestion des besoins, jusqu'au *besoin ultime* et au *questionnement ultime* qu'il soulève. Cette gestion est ce que nous appelons l'économie du *mieux-vivre* et du *bien-être*. Nous verrons plus loin les liens qui, pour nous occidentaux, existent entre cette économie et l'économie de marché.

Tandis que nous tendons à la stabilité dans l'économie de nos *valeurs*, les êtres et les choses, l'univers évoluent dans des cadres, selon des paradigmes qui nous sont étrangers. Or nous sommes liés à cette évolution générale dans le sens que nous en sommes le produit et un chaînon tout à la fois. Les rythmes de ces différents cadres de vie n'étant pas les mêmes, le nôtre subit périodiquement des *ruptures* sous la pression de l'évolution. Précisons que ces ruptures peuvent tout aussi bien provenir de notre fait. C'est, nous ne le savons que trop bien aujourd'hui, le cas notamment de l'influence létale de l'homme sur la biodiversité.

Or il se trouve que l'évolution repose entre autres sur la loi de l'élimination du plus faible, le caractère de la faiblesse pouvant varier à l'infini selon les cadres de vie et les circonstances. Il faut à ce stade relever que le cadre de vie éthique inventé par l'homme tend à contredire et contrecarrer cette loi. La question sera de savoir jusqu'où il peut aller dans cette dynamique contradictoire. Les phénomènes de *crise* et de *disruption* que nous abordons au chapitre suivant, sont à la fois des facteurs qui tendent à briser le cadre de vie, à mettre en question ses paradigmes de définition et ce jusqu'à nos *valeurs*, notre *identité*, notre *dignité*. Or ces facteurs conditionnent notre adaptation à l'évolution générale des êtres et des choses et donc participent de notre survie et de notre responsabilité éthique.

4- ÉVOLUTION, CRISE, DISRUPTION

4.1- En général

On peut parler d'une tendance naturelle de l'univers qui, par sa croissance, dessine une *évolution*, par exemple selon Darwin au plan scientifique ou encore Teilhard-de-Chardin au plan spirituel. Par *évolution* on entend que le *plus* sort du *moins* depuis le Big-bang initial, ce qui nous inscrit donc en faux par rapport à la prétention stoïcienne des Anciens, ou déterministe des Modernes. Cette vision évolutionniste de la Création donne une forme de réponse, disons un *sens* au *questionnement ultime*, ce questionnement qui caractérise l'homme par rapport à l'ensemble de l'univers connu.

Le questionnement ultime porte sur le *sens* de la Création, la vie, de la mort, du mal, de la souffrance, en bref le *besoin ultime* de gérer la *finitude* ou le caractère intrinsèquement

corruptible des êtres et des choses. Ce sens, ou cette manière de réponse constitue le matériau alternatif sur lequel l'homme construit sa *dignité*. Sa dignité est ce qui fait de lui un être unique, soit un être qui a le droit absolu au respect de ce qu'il en tant qu'individu muni de discernement et qui est libre et responsable de ses actes dans son cadre de vie avec ses paradigmes de définition, ses vertus, son identité.

Les pressions endo et exogènes au cadre de vie qu'imprime la nécessité évolutive de la croissance se traduisent selon les cas par des remises en question soit des paradigmes du *mieux-vivre* et du *bien-être* dans un cadre de vie donné, soit de ce cadre de vie lui-même. Dans le premier cas on parlera de *crise* et dans le second de *disruption*. Il s'agit dans tous les cas d'un phénomène caractérisé par la tension de rupture des lignes d'architecture de l'identité et de la dignité humaines.

La *disruption* partage avec la *crise* le fait que toutes deux sont des phénomènes qui conditionnent les facteurs de l'évolution humaine. Ces facteurs se définissent à partir d'un cadre de vie donné et ce cadre n'est pas stable, bien au contraire : il évolue sous la double pression de facteurs endo et exogènes.

4.2- Crise

La *crise* est une tension qui met en question des habitudes devenues obsolètes, requière un pointage courageux de la situation et ouvre sur l'opportunité de possibilités nouvelles. L'entrée en crise est brutale. La nécessité de diagnostics immédiats et de décisions chirurgicales entraînent dégâts et souffrances. Les maillons malades ou faibles sont éliminés. Il s'en suit une rupture entre *ancien* et *nouveau* et une nouvelle adaptation à l'évolution.

Une fois les nouvelles orientations dégagées et partagées, le *nouveau* sort renforcé et bien adapté à la situation. C'est un plus en termes d'évolution. Traverser une crise, si on en a les moyens, la volonté et la chance, rend plus fort et permet d'affronter la situation inédite qui pointait avant la crise et qui l'a provoquée. L'adaptation du cadre de vie à l'évolution s'est accomplie dans l'à-coup de la crise. Avec l'élimination des plus faibles la souffrance 'est le prix de l'évolution et de la croissance qu'elle sous-tend et qui la porte tout à la fois. L'événement de crise est salutaire. Il s'avère nécessaire en termes généraux d'évolution et de croissance et donc de cadre de vie, de vertus, de Bien commun et de dignité. La question à laquelle il nous faudra réfléchir et répondre dans la mesure du possible, est double : que deviennent le Bien commun et le principe de dignité qui lui est lié dans le changement de cadre et de paradigmes en suite de crise ? De même dans le fait de la remise en question des acquis et de l'élimination des plus faibles. La crise est donc *évolution*, ou mise en question, puis adaptation du cadre de vie, de ses paradigmes de définition, des vertus qui fondent avec notre identité, notre dignité. Ce cadre ne vole pas en éclats, il évolue avec ses paradigmes de définition. Il n'en est pas de même s'agissant des vertus, de l'identité, du Bien commun, de la dignité. Notre cadre de vie, une fois la crise traversée, a contribué à notre orientation en pleine phase de remise en question et permis, avec notre discernement une prise de responsabilité et un engagement de sortie de crise et d'adaptation à l'évolution.

La *crise* n'est donc pas nécessairement négative en soi, au contraire. Comme l'étymologie grecque le montre (la crise est un phénomène en effet vieux comme le monde), *crise* est à la fois *séparation*, *jugement* et *opportunité*. La *crise* entre dans le processus de sélection darwinien dont l'homme n'a pas la capacité de s'échapper, si ce n'est de repousser les échéances qui lui sont inéluctables et sans doute d'aggraver par là le problème de finitude. C'est que l'homme vit de

finitude, qu'il est par essence en sursis de corruption ou de néant, qu'il le sait, et qu'il s'efforce de le gérer ou qu'il tend à l'oublier et qu'il fait comme si cette destinée n'avait pas cours. La crise de 2007 - 2008, qui a fait passer notre monde de l'état de crise à celui de disruption, s'offre aujourd'hui à notre conscience comme une révélation de ce type de problématique.

4.3- Disruption

Si le cadre de vie et les paradigmes qui définissent le *mieux-vivre* et le *bien-être* sont remis en question dans la *crise*, ceux-ci éclatent et se dispersent dans la *disruption*. La crise, aussi profonde et douloureuse soit-elle, puisqu'elle va jusqu'à transformer ces éléments, en maintient la substance de telle sorte que s'ouvrent les opportunités de réorientation et de sortie de crise, et que l'adaptation à l'*évolution* demeure possible. Encore faut-il que, comme dans la crise, les personnes concernées fassent usage du discernement nécessaire, et s'engagent en êtres responsables afin de revenir au *mieux-vivre* et au *bien-être*. C'est à ces conditions que seront préservés et probablement raffermis Bien commun et dignité.

Discernement et jugement responsables ne peuvent intervenir dans la *disruption* que sur la base de références inédites : au point d'explosion, avec le cadre de vie et les paradigmes de repérage toute opportunité de sortie ou d'adaptation disparaît du champ de perception. Cela ne signifie pas nécessairement que les ingrédients d'évolution aient été anéantis, mais qu'ils sont pour le moins compromis au point d'être hors d'usage. Il est alors indispensable de lâcher prise, de sortir de son cadre de vie et des paradigmes qui le définissent, pour faire appel à des critères entièrement inédits. Son identité sera touchée. Au mieux elle aura évolué. Au pire elle aura disparu. La dignité risque d'être bafouée, mise en cause, redéfinie.

Prenons à titre d'exemple la Cop 21. L'accord est intervenu sur la base de paradigmes reconnus par tous dans le but de préserver un cadre de vie défini. La sortie des USA de l'accord constitue une crise pour cette nation et une disruption pour les autres signataires. Pour les USA en effet, il s'agit d'une remise en question qui nécessite qu'ils reprennent le processus de discernement, de jugement et d'engagement responsable dans le cadre des éléments qui pour eux définissent le *mieux-vivre* et le *bien-être*. Ainsi auront-ils une chance de préserver, avec le Bien commun, leur acception de la dignité. Pour les signataires restants de l'accord il s'agit d'une *disruption*. En effet la sortie des USA fait voler en éclats le cadre qui jusqu'ici définissait le *mieux-vivre* et le *bien-être*, à commencer par le respect des traités et de l'esprit de coopération qui les préside, jusqu'aux valeurs qui orientent la démarche. Par exemple la démocratie et les droits humains qu'elle garantit. Le nouveau cadre de vie et les nouveaux paradigmes qui orientent la Cop 21 sont désormais dictés par la Chine, qui est un empire mondial ploutocrate en devenir qui n'a pas la même pratique de la démocratie, de même pour la dignité et les droits humains qu'elle garantit.

A long terme cette disruption peut aller jusqu'au basculement des cultures occidentales vers les cultures chinoises avec les conséquences que le phénomène comporte pour l'identité des êtres et des collectifs, du Bien commun et de la dignité des personnes. On peut aussi se demander si l'évolution nécessaire à la survie de l'Occident, de son cadre de vie et des paradigmes qui le définissent ne sont pas à ce prix. En d'autres termes, on peut se demander, et par ailleurs aussi espérer, que cette *disruption* qui, avec la préservation de la biosphère met en jeu Bien commun et dignité humaine, n'est pas l'opportunité d'une évolution tellement en profondeur, et tellement universelle, que c'est au prix d'un changement de cadre et de paradigmes que le mieux-vivre et le bien-être de tous s'adapteront et seront préservés.

Un autre exemple est celui de la *disruption* que nous vivons depuis la sortie de la crise de 2007 - 2008. Elle se caractérise en effet par le fait que notre cadre de vie et les paradigmes qui le définissent, en particulier la structuration du chômage et la précarisation de l'emploi, ont explosé. On voit bien qu'après dix années de survie artificielle assurée par l'intubation de liquidités massives, leur recombinaison nécessite un apport absolument exogène, inconnu. D'où un sentiment de désarroi généralisé face à la politique des banques centrales, et une absence symptomatique de discernement et d'engagement responsable. Une crise est momentanée par définition. Une période de dix années expulse toute possibilité de provisoire ou de crise et laisse la place à la *disruption*.

4.4- Le facteur temps, différentiel crise - disruption

Le facteur *temps* intervient de manière décisive dans la distinction entre *crise* et *disruption*. Dans la *crise* le temps est provisoire, les repères sont rattrapables : ils contiennent et ouvrent de nouvelles opportunités. La *crise* par définition ne dure pas, elle procure les ingrédients et ouvre le temps de l'adaptation nécessaire à l'évolution quelles que soient les souffrances engendrées.

Dans la *disruption* le temps est durable, les repères sont obsolètes, ils ne contiennent ni ne fournissent les ingrédients de l'adaptation. La *disruption* par définition ne procure pas le temps de l'adaptation sauf intervention exogène. La disruption se caractérise par le fait que le temps chronologique accélère au point de dépasser les facultés de discernement humaines.

La disruption est ce qui va plus vite que toute volonté individuelle aussi bien que collective, des consommateurs aux dirigeants, politiques aussi bien qu'économiques, [et qui] provoque des réactions en chaîne, et les nouveaux dirigeants des entreprises disruptives sont ceux qui savent susciter et accompagner ces réactions en chaîne au bénéfice de leurs actionnaires - mais aussi et nécessairement au détriment des sociétés où elles se produisent.¹

Le terme de *disruption*, nous l'avons mentionné, est familier en anglais. Selon *Wikipédia* il se déroule sur les trois axes suivants :

- 1- To throw into confusion or disorder: *Protesters disrupted the candidate's speech.*
- 2- To interrupt or impede the progress of: *Our efforts in the garden were disrupted by an early frost. The noise disrupted my nap.*
- 3- To break apart or alter so as to prevent normal or expected functioning: *radiation that disrupts DNA and kills bacteria.*

Le troisième de ces axes est, à nos yeux, significatif pour notre devenir sociétal, soit notre *mieux-vivre* et notre *bien-être* dans le cadre et selon les paradigmes qui définissent le bien commun et la dignité humaine. Le DNA ou ADN (acide désoxyribonucléique) est la molécule qui contient toutes les informations génétiques. Ces informations sont à la fois le résultat de l'évolution darwinienne et le gage de l'adaptation future possible à l'environnement et aux conditions durables qui définissent *bien-vivre* et *bien-être*. La rupture de la molécule d'ADN n'est pas une *crise*, ou l'opportunité de «faire du neuf avec du vieux», mais une *disruption*, une explosion qui nécessite de «faire du neuf avec du neuf». Le processus évolutionniste darwinien fonctionne habituellement par *crise* et non pas par *disruption*, bien que les deux soient possibles. Les espèces qui ne s'adaptent pas peuvent disparaître comme un métier, un art de vivre, un empire, une

¹ STIEGLER Bernard, *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ?* p. 24

religion, une culture. Une *crise* est, par la mise en question du statu quo, l'opportunité d'une adaptation, douloureuse certes, mais de l'adaptation d'une culture, d'une espèce qui survivront dans son identité et avec sa dignité. La *disruption* a dépassé le stade de toute opportunité intra-culturelle. L'espèce en l'état ne survivra pas sauf intervention exogène, ou extra-culturelle.

4.5- Résumé

Selon l'étymologie latine *disruption* signifie *éclater, faire voler en éclats*. La disruption nécessite de trouver en-dehors du cadre culturel traditionnel les repères inédits qui permettront de recomposer une identité, avec elle un nouveau *bien-vivre*, un nouveau *bien-être*. Le tracé de la ligne de crête à suivre en cas de *disruption* est aléatoire : les repères sont à recomposer. En cas de *crise* le tracé de ligne de crête dépend essentiellement de repères traditionnels qu'il s'agit d'adapter.

J.M. Brandt, 3 octobre 2017

5- LE PROBLÈME DE LA CONFIANCE

5.1- *La confiance, un enjeu culturel en même temps qu'un enjeu spirituel*

La *confiance* est l'acquis le plus spécifique de la culture judéo-chrétienne. Nous devrions parler de culture *judéo-gréco-romano-chrétienne* tant il est vrai que c'est la tectonique de ces différentes plaques civilisationnelles qui a construit la culture occidentale. Mais ceci est un autre débat. Pour l'heure rappelons que c'est la *confiance* qui détermine notre ligne *identitaire*. En effet, faire *confiance*, c'est respecter la *dignité* de chacun, de tous, des Institutions. C'est agir dans le cadre d'une *alliance* entre partenaires. Le partenariat est une forme d'*éthique* qui conditionne la capacité d'*égalité* au double impératif de droits et de devoirs librement consentis dans la perspective partagée d'un *mieux-vivre* et d'un *bien-être* définis.

Le *mieux-vivre* est la gestion des besoins essentiels, le *bien-être* en est la maîtrise. Gestion et maîtrise, dans la vie réelle, ne sont ni des états, ni des acquis, mais des tendances. Le *partenariat* est un pari sur autrui. Il fait appel à la *responsabilité*, au *libre-arbitre*, à la *conscience*. Il repose sur et met en valeur chacun de *partenaires*, même temps que le *cadre de vie* dans lequel in s'exerce.

Le modèle original, culturel (pour le non-croyant), aussi bien que religieux (pour le croyant), de cette alliance est celui du *témoignage biblique*. La *confiance* ouvre la perspective d'un *avenir*. Cette perspective ouvre sur la *promesse* et la promesse amène la *responsabilité*. Dans cette perspective prend forme la *conscience* du vrai, du faux, du bon, du mauvais et cette conscience permet le *discernement* du juste, de l'injuste. *Le discernement conditionne la liberté et le fait de la liberté responsable fonde la dignité.*

La confiance est la *foi* dans l'autre (l'homme partenaire), comme elle est la *Foi* dans l'Autre (Dieu partenaire). En même temps il s'agit d'une *foi responsable*, soit qui agit dans le *respect* du partenaire. C'est pourquoi un *cadre éthique* conditionne le partenariat. La dimension de ce cadre cependant est nécessaire, mais non pas suffisante. L'ouverture à l'autre, au changement implique la respiration d'une *dimension sapientiale*. La sagesse donne à la loi la souplesse indispensable à la gestion de l'imprévu. L'imprévu est un facteur qui sort du cadre éthique, mais qui touche à la dignité. Dans cette idée le canon biblique complète la Loi (Torah, Pentateuque), par les *Ketuvim* (les Ecrits). Le passage de l'un à l'autre cependant ne va sans adjuvant. L'un en effet est la rigidité régaliennne, et l'autre la fluidité libérale. Le passage de l'un à l'autre n'est pas possible sans cassure. C'est le but des *Nebiim* (les Prophètes) de servir de médiateurs entre les deux réalités. Encore une fois, le *témoignage biblique* vaut en tant que *culture* pour le non-croyant, et *foi* pour le croyant, donc aussi bien pour l'un que pour l'autre il constitue un *patrimoine de référence à notre immédiate disposition.*

Avec la protestation de la Réforme le dispositif de l'alliance s'est transposé dans *l'ordre économique*. Avec ce dispositif est né le *capitalisme*, avec la notion de la responsabilité individuelle et le libéralisme qu'elle implique. Le capitalisme, produit du libéralisme, est aujourd'hui devenu *économie de marché*. La question de savoir si l'on a atteint le *post-libéralisme*, soit le fait qu'on a abandonné désormais la nécessité éthique est une autre question, dont nous traiterons plus loin.

La confiance est une vision partagée sur un avenir qui fait sens. La confiance peut se prolonger dans la Foi. Qui dit *confiance* accepte le cadrage de l'éthique, de la loi, de la démocratie. Le rapport éthique, dans notre tradition culturelle est incarné dans les termes d'une alliance entre partenaires. Cette confiance se fonde dans la dignité des partenaires, en même temps qu'elle la

nourrit. La *dignité* est fonction de la capacité à disposer librement du Vrai, du Juste, du Bon, du Beau. Elle est l'instrument qui permet de gérer le mieux-vivre et le bien-être. Le mieux-vivre est la gestion des besoins de la vie. Le bien-être est la gestion du sens, en particulier du questionnement ultime, ou du questionnement de la finitude. La confiance dans le cadre du rapport éthique substitue la *coopération* à la *confrontation*. L'enjeu de la confiance est d'ordre culturel, en même temps qu'il est d'ordre spirituel.

Le rapport à la confiance conditionne le rapport à la dignité.

5.2- Le devenir de la confiance depuis l'ouverture de la crise de 2007 - 2008

La spécificité de la crise financière de 2007 - 2008 consiste dans la disparition de la *confiance*. La *liquidité* financière, soit la monnaie en circulation, est l'expression technique de la *confiance*. La monnaie est le sang qui irrigue l'*économie* (par définition notre *maison*) et donc le cadre de notre *bien-vivre* et de notre *bien-être*. Or une monnaie n'a de valeur que par la confiance qui est mise en elle. Cette crise aura été une crise des liquidités, puisque les banques centrales sont condamnées à en créer de toutes pièces des quantités quasi infinies comme substitut de la confiance disparue. C'est donc une crise de la confiance et la *confiance* bien ordonnée, bien conditionnée, bien cadrée (le contraire d'une confiance aveugle) est la condition intrinsèque de la *coopération* internationale, du commerce, des échanges matériels et humains, bref de l'*économie* en général, tous facteurs de paix pour la *maison* mondiale construite dès les années 1950, soit le cadre de vie et ses paradigmes qui définissent, avec notre mieux-vivre et notre bien-être, le *bien commun* et notre rapport à la *dignité*.

La *confiance* nourrit l'*économie* et se nourrit de l'*économie*. De l'*économie* elle rejaillit sur la société et de la société sur la politique et vice-versa. La confiance est l'acquis le plus spécifique du «judéo-gréco-romano-christianisme» et du concept d'*Alliance* selon la Bible qui ont fondé l'*identité* occidentale. Qui dit *confiance*, agit dans le respect de la *dignité* de chacun et des Institutions. Sans la confiance il n'est ni libre-arbitre, ni liberté, ni dignité, ni démocratie, ni paix, ni *mieux-vivre*, ni *bien-être*, ni *promesse* ni *espérance* dans le sens ou la signification que peuvent prendre pur nous ici et maintenant et la vie et la mort. Qui dit *confiance* accepte le cadrage de l'*éthique*, de la loi, de la *démocratie* à l'occidentale. Qui dit cadrage, dit *réciprocité* obligatoire et bien ordonnée. C'est donc au cœur de notre *identité*, de notre *maison*, que la *disruption* concentre sa puissance d'explosion qui se fige dans la *confrontation*.

Le prolongement artificiel depuis 2007 - 2008 de la vie économique par l'intubation de liquidités à dose quasi infinie, et le transfert des plus grands risques économiques et politiques sur le bilan des banques centrales pour partie et pour partie des Etats n'auront pas suffi à faire renaitre la *confiance*. Les banques ne prêtent plus à l'international, ce qui est un symptôme typique de la rupture de confiance dans un système qui se voulait *coopératif*. Les banques d'affaires accaparent les ressources financières, ce qui est un autre symptôme typique dans un système qui se prétendait mondialisé et auto réglémenté, mais qui l'est en réalité avant tout pour la finance.

C'est pour toutes ces raisons que *les peuples démocratiques n'ont plus confiance dans leurs dirigeants, dans leurs élites*. C'est ce qui explique les populismes naissants. Le vide laissé béant par la perte de *confiance* se remplit de l'incompréhension généralisée et la *méfiance* s'installe comme une toxicité ou une corruption irréversible. Ce mort cérébral qu'est notre maison privée et de ce qui a fait son identité, la confiance, finit dans la *disruption*, emportant cadre de vie, Bien commun et dignité.

La crise de 2007- 2008 a été déclenchée par la rupture soudaine de la liquidité mondiale à disposition des banques et des circuits financiers. Depuis lors la liquidité coule à flots, mais la confiance n'est pas de retour. C'est la raison pour laquelle cette crise de nature financière est devenue une crise de l'endettement, puis a dérivé au stade actuel qui est la rupture de l'esprit de coopération qui avait présidé à la relance du monde civilisée après la seconde guerre mondiale. Nous sommes en effet entrés dans un monde de *confrontation* où l'obligation de réciprocité ne joue plus de rôle et, partant où l'éthique est absente. C'est d'une vraie disruption qu'il s'agit : nous ne sommes plus en crise. Et la disruption est un état instable qui s'installe dans la durée.

6- DE LA PERSONNE AU GOLEM

La *crise* financière engagée dès 2007 - 2008, devenue crise de la dette dès 2012, débouche sur une phase inédite de *disruption*. D'une phase d'*opportunités* on passe à une phase d'*impasses* généralisées et bloquantes.

Les enjeux tiennent dans notre construction culturelle des trois mille dernières années qui a abouti, dans la tension des différences et des complémentarités, à l'épanouissement de la *personne*. L'épanouissement de sa *dignité* d'être conscient, porteur d'une promesse, d'une espérance et d'une capacité de Justice (de Rédemption pour le croyant), s'est construit de son arbitrage entre le Vrai et le Faux, le Bon et le Corrompu, le Beau et le Laid, responsable de soi, des autres, de ses actes et des actes des autres, dans le cadre de structures collectives qui reflètent au mieux son idéal de vie. Un idéal de vie qui est la projection de sa quête du sens. Un sens qu'il s'efforce de donner à la finitude, le fait que notre Bien commun est la souffrance, la corruption, la mort. Une quête qui, dans l'évolution du partenariat de solidarité, débouche sur Amour et Joie.

La *disruption* a ceci de *positif* qu'elle marque la sortie de la *crise*. En l'occurrence la sortie d'une économie maintenue artificiellement en vie par la finance, état artificiel qui permet de masquer l'état réel de l'économie occidentale rongée par le cancer du *chômage* et de la dégradation de la *qualité* de l'emploi. Le cancer de la crise financière de 2007 - 2008 et celle de la dette qui l'a aggravé dès 2010 - 2012, a essaimé ses métastases dans l'ensemble des tissus politique, social, culturel et spirituel sans qu'un diagnostic et a fortiori sans qu'une thérapie soient entrepris en profondeur. A l'exception des quinze jours de mi-2008 pendant lesquels l'administration Obama a décidé les mesures d'urgence qui ont sauvé le système financier mondial et avec lui l'économie à court terme, mesures qui tiennent dans un cadrage adéquat de la banque d'affaires, de la gestion du risque et de la transparence des affaires. Cette ébauche est demeurée inachevée a plan réglementaire (40 % d'accomplissement) et l'administration *Trump* en fait résolument disparaître les traces. La *disruption* a donc ceci de *néгатif* qu'elle inaugure un nouvel état fait d'instabilité. Cette prolongation dans le temps d'un état cancéreux de l'économie laisse la métastase financière envahir l'organisme tout entier, s'en nourrir jusqu'à l'épuiser. C'est comme si le temps subissait un arrêt sur image qui n'en finit pas et qui prolonge l'espace jusqu'à l'infini, donnant à l'homme l'illusion de la maîtrise de toute chose, en particulier de sa destinée. Les conséquences se résument dans une fuite en avant accélérée, le temps n'existant plus. Les symptômes de cette fuite tiennent dans la folle espérance d'une amélioration somatique de l'espèce humaine et dans la maîtrise du réchauffement climatique en faisant l'impasse sur la dignité de l'homme et sur la biodiversité. Les deux problèmes sont liés, mais c'est un autre débat.

C'est donc la personne dont le profil a été construit au cours de trois mille ans de culture qui se trouve mise en question dans sa dignité. La dimension du temps étant escamotée, la dimension de l'espace devient utopique. L'utopie se transforme en addiction, tant il est vrai que le débat

public sur les causes essentielles, se noie dans le fleuve grossissant de l'information qui entraîne la personne et étouffe son libre-arbitre. Ce qui fait que la dignité de la personne s'estompe et disparaît au profit d'un modèle standard sans personnalité et donc sans dignité. C'est pourquoi le robot monte en puissance jusqu'au point de rencontre où il ne peut qu'y avoir substitution. Et donc disparition de l'espèce humaine telle que nous la concevons dans notre construction culturelle, avec ce que nous concevons comme étant sa dignité.

La source qui alimente ce fleuve et qui rappelle l'Achéron car il mène en enfer, trouve son point de départ dans les GAFAM² et l'esprit de ce que nous avons analysé précédemment comme étant le *Darwinisme technico-financier californien*³. La puissance financière, communicationnelle et d'ingénierie innovante qui se concentre sur ce pôle et inonde un monde globalisé et déréglementé échappe à toute emprise de la personne, à l'exception des animateurs-actionnaires des GAFAM. La disruption politique, sociétale, économique qui s'ensuit fracture notre acquis civilisationnel.

La personne devient un modèle standard, le jouet d'une approche totalisante qui tue avec sa dignité, sa personnalité. Les fins poursuivies sont en apparence commerciales. Elles ont en réalité *idéologiques*. Sous prétextation de la quête d'un homme meilleur, voire parfait, la volonté de puissance, de domination fait voler en éclat toute possibilité de contrainte éthique, sociale, économique, éthique. La personne, dans sa dignité d'être libre, conscient, responsable dans la quête du Vrai, du Juste, du Bon, du Beau, est remplacée par un nouveau Golem, un être qui est sa caricature. Il n'est plus de transcendance possible dans le visage de l'autre, ni dans l'ouverture vers l'Infini, et donc il n'est plus de promesse, de confiance, ni d'amour possible.

Toutes ces choses ont été dites, écrites, interprétées et sont consignées dans la *tradition apocalyptique* de notre civilisation, soit le dispositif biblique. Pourquoi faut-il toujours recommencer avec les mêmes mythes ? Serait-ce que les religions sont devenues obsolètes, parce qu'elles sont incapables d'humilité et qu'elles se perdent dans les dérives totalitaires ? Tout est parti de la rupture de confiance en 2007-2008.

7- A TITRE D'EXEMPLE, LE PASSAGE DE LA COOPÉRATION A LA CONFRONTATION

7.1- Coopération. Définitions

La *coopération* en général est le choix individuel et collectif d'un comportement qui porte les promesses d'un mieux-vivre et d'un bien-être dont l'accomplissement est plus efficient ou pertinent que la *confrontation*. La *coopération* repose sur la confiance bien cadrée et met en œuvre les qualités de l'alliance. Elle est partie intégrante de l'évolution en général, de même que la *confrontation*. La confrontation vise à l'élimination de l'inutile et de son coût. La coopération vise à la plus-value de la complémentarité.

La *coopération* en matière d'économie politique est l'idée que le libre-échange, au contraire du protectionnisme, induit une dynamique autoporteuse qui bénéficie à l'ensemble des partenaires. La politique de coopération a été décidée avec les Accords de Breton Woods en 1944 dans le but de construire les éléments constitutifs d'une paix mondiale durable.

La politique de *coopération* repose sur trois facteurs-clés :

² Microsoft, Amazone, Google, Apple, Facebook

³ Voir Actu-Café du printemps 2017

UNIVERSITE POPULAIRE DE LAUSANNE
Le Temps des Apocalypses

- 1- clause de la *nation la plus favorisée* : l'accord porte sur le fait que chaque partenaire accorde aux autres le traitement le plus favorable qu'il accorde à l'un d'eux. Exemple : suppression progressive des droits de douane
- 2- clause du *traitement national* : l'accord porte sur le fait que le traitement appliqué dans la juridiction d'un Etat-membre doit être appliqué aux autres, y compris aux représentants des autres Etats à l'intérieur de cet Etat
- 3- *obligation de réciprocité*⁴ : elle n'est pas définie en pratique et n'est pas mentionnée dans les accords de l'OMC (anciennement GATT). Si la doctrine admet de parler d'échanges de bénéfices ou de concessions, on peut considérer qu'il y a réciprocité dès lors qu'il y a échanges voulus et reconnus en pratique, ceux-ci pouvant être bénéfiques ou néfastes et pas nécessairement mesurables. La réciprocité est dès lors pratiquée comme une obligation.

On parle de *réciprocité spécifique* dès lors que

la structure interactive dans laquelle les termes de l'échange entre partenaires donnés sont de valeur équivalente et procèdent selon une séquence définie.⁵

On parle de *réciprocité diffuse* dès lors que

la réaction porte sur des domaines étrangers ou sans lien avec ceux dans lesquels évolue l'action.⁶

7.2- Confrontation. Définition

Alors que *confrontation* signifie en français comparer, mettre en rapport d'équivalence, par *politique de confrontation*, on reprend de l'anglais l'idée d'une systématique d'*affrontement* direct, en face-à-face, qui est le contraire du dialogue et de la coopération.

Cette politique a été celle de la guerre froide par exemple.

7.3- Coopération et confrontation

La tension entre les pôles *coopération* et *confrontation* ont entamé une courbe exponentielle qui s'écarte de l'horizon de la paix par le développement et par le libre-échange.

Depuis la crise de 2007 - 2008 la politique de *coopération* est apparue clairement mise en berne par l'ensemble des partenaires immédiatement concernés par la crise, à savoir les Occidentaux. La politique de *coopération* en effet s'est d'une part réduite à la politique des banques centrales dite du *Quantitative Easing*. Elle s'est d'autre part heurtée à l'approche nationaliste des USA et régionaliste de l'UE. Entre les deux banques centrales (Fed et BCE), le décalage temporel de la mise en œuvre de ces politiques a démontré la cassure de la coopération.

⁴ Cf. BRANDT Jean-Marie, *Les atouts de la Suisse face à l'Europe*, Lausanne, Editions Favre SA, 1990 (thèse de doctorat)

⁵ Dito p. 37

⁶ Dito p. 38

Depuis 1994 et l'*Uruguay-Round* plus aucun accord multilatéral n'a été conclu définitivement. Seule l'entrée de la *Chine* en 2001 a été un facteur déterminant de coopération. Les tentatives du président Obama de désincarcérer la coopération des accords traditionnels reposant sur les facteurs-clés ci-dessus ont fait long feu. Ainsi en va-t-il de l'*Accord de Partenariat Trans-pacifique* et du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement*, comme de la *Cop 21*.

Le règlement des différends bancaires suite à la crise de 2007 - 2008 s'est déroulé de manière unilatérale en faveur des USA en passant par la voie du compromis extra-judiciaire en court-circuitant la voie judiciaire, ce qui n'est pas digne d'un Etat de droit. Les idéaux de vérité et de justice ont été bafoués dans l'intérêt prioritaire des USA, mais aussi du système financier.

Les conséquences en matière fiscale, notamment l'échange automatique des données, démontre que la volonté de coopération n'est qu'un prétexte pour faire mieux valoir la puissance américaine. Il n'est en effet, comme nous l'avons déjà évoqué, aucune notion de *réciprocité* dans ce suivi. Il en va de même pour la construction législative et prudentielle destinée à l'origine à renforcer le tissu bancaire occidental. Il en va de même des politiques fiscales, en particulier avec la persistance, voire la montée dans certains cas, des spécialités ou des faveurs fiscales qui vont se démultipliant, sauf en Suisse où la tendance est inverse.

La finance internationale par le fait de sa mondialisation et celui de sa déréglementation ne suit plus aucun schéma de coopération, ni d'obligation de réciprocité. Le leadership que prend ce phénomène par rapport à l'économie et par rapport au politique, fait avorter les tendances, s'il en est de cadrage coopératif et fait taire toute velléité de *réciprocité*. Il n'est plus de clause de la *nation la plus favorisée*, et il n'y en que pour le *traitement national*.

7.4- Conclusion

La combinaison de la technologie, de la communication et de la finance, a capté et écrasé dans le trou noir de la crise de 2007 - 2008, la mécanique de *coopération* qui a construit le monde de l'Après-guerre. La coopération basée sur la combinaison de l'égalité de traitement et de la clause de la notion la plus favorisée, avec l'obligation de réciprocité, a permis d'ouvrir les économies, les plus libérales et les plus avancées entraînant les autres et vice-versa. La confiance avait été reconstruite sur les ruines de la guerre, les échanges s'étaient développés dans tous les domaines et la prospérité avait suivi. Dans la foulée, avec la qualité de l'emploi, la dignité de la personne n'avait été portée comme un accomplissement d'un mieux-vivre et d'un bien-être toujours en croissance.

Le trou noir de la crise a écrasé, avec la confiance, toute possible *coopération* et a accouché du monde disruptif du néolibéralisme dans lequel la *réciprocité* n'a plus cours. Nous sommes entrés dans le monde de la *confrontation*.

La *technologie* est celle du *post-humanisme*, pire du *trans-humanisme* qui prétendent générer un homme parfait, soit sans défaut qui n'aura plus ni libre-arbitre, ni conscience, ni personnalité, ni dignité. Sous prétexte de gagner l'éternité, il aura perdu tout potentiel évolutif et donc disparaîtra.

La *communication* est la gestion des réseaux sociaux et politiques par une oligarchie financière et technologique qui ne répond plus aux normes politiques, sociales, éthiques, culturelles, ni à l'obligation de réciprocité. Elle contourne les Etats, la démocratie, toute possibilité de contrôle, et elle manipule l'opinion ou bien la commercialise.

La *finance* est la concentration des richesses sur cette même oligarchie et leur auto-développement au détriment de l'économie.

8- Religion et culture

8.1- Généralités. Principe de corrélation

Avec nos repères c'est donc notre *identité* qui est mise en question, et avec elle notre *dignité*. Pour en comprendre les enjeux, nous proposons de remonter la ligne qui a tracé le développement de notre identité et, partant notre conception de la dignité. Nous parlons ici de notre *identité judéo-gréco-romano-chrétienne*, soit l'identité occidentale.

Nous partons de l'observation que cette ligne de *construction* se définit selon le «*principe de corrélation*» qui sous-tend les deux pôles de la *religion* et de la *culture*. La définition générale du «*principe de corrélation*» est la suivante :

La corrélation se dit d'un objet "qui est dans une relation telle avec un autre objet, que l'un suppose l'autre."⁷

Au contraire de la *dialectique* qui progresse dans la *confrontation* de fronts opposés, la *corrélation* avance dans la coopération de pôles complémentaires.⁸

8.2- Corrélation religion et culture

La dynamique identitaire issue de la corrélation *religion-culture* s'inscrit entre la *forme* et le *contenu*, soit :

La culture est la forme de la religion et la religion le contenu de la culture.⁹

Et voici l'illustration du lien corrélatif avec notre identité :

Le message chrétien s'incarne toujours dans une culture donnée et il n'existe pas à l'état d'abstraction. Réciproquement la religion a, de tout temps jusqu'au seuil de la postmodernité, dans sa corrélation avec la culture, été intrinsèque à l'identité occidentale. Les paroles de la Bible en effet sont le produit d'une culture, d'une tradition et d'une autorité. Cette corrélation a jusqu'ici permis à l'offre religieuse de s'adapter à la demande. [...]. Cette attitude [d'ouverture] aujourd'hui ne passe plus et l'offre religieuse par trop agrippée sur le pôle formel de la tradition et du dogme devient obsolète. D'après Tillich, le risque d'obsolescence n'est pas nouveau, mais est inhérent à la crispation sur le pôle de la forme (de la culture) : "Une des ambiguïtés de la religion qui met en danger la mission est la tentative d'une religion d'imposer ses propres formes culturelles aux autres cultures au nom de l'être nouveau en Christ."¹⁰

[...]La culture est conditionnée par l'évolution de l'environnement qui lui est propre. Elle n'est pas immobile ou figée. Au risque de la rupture elle doit évoluer sur l'axe de la création. La religion avec elle, en corrélation [doit évoluer de même].¹¹

⁷In Littré

⁸ Nous reprenons l'idée du théologien-philosophe Paul Tillich qui a fondé notre thèse de théologie, voir ci-dessous.

⁹ TILLICH Paul, *Théologie Systématique IV. La vie et l'Esprit*, Genève : Labor & Fides, 1991, p.174.

¹⁰TILLICH, *ibid.* p.212.

¹¹BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, thèse de doctorat en théologie, Université de Lausanne, 2009, Genève, Editions Slatkine, 2010, p. 78

UNIVERSITE POPULAIRE DE LAUSANNE
Le Temps des Apocalypses

Au cours des siècles le curseur entre les deux pôles a oscillé : chez les Anciens Egyptiens, le poids essentiel pèse sur la *religion*. Le pôle religieux absorbe la *culture* et celle-ci s'émancipe lentement avec de brusques à-coups qui sont des phases révolutionnaires ou de montée des droits du peuple. En particulier des droits de nature théologique, comme par exemple l'accès à l'éternité. On compte trois périodes inter-dynastiques qualifiées de *périodes intermédiaires*. L'*identité* de l'Egyptien et avec elle sa conception de la dignité, évoluent ainsi en ce sens que la personne, ses droits, ses obligations, y compris le passage vers l'éternité avec le principe de la rétribution, prennent très progressivement corps. On s'accorde à dire aujourd'hui que l'Egyptien de souche, noble ou paysan, homme ou femme, au cours des millénaires, a construit une société non pas démocratique, mais égalitaire en ce sens que tout individu de souche avait une identité définie en fonction de droits et de devoirs dont le respect fondait sa *dignité*. Aucun Egyptien de souche n'était esclave et la femme égyptienne disposait de droits qui mettaient son identité et sa dignité en rapport de proximité avec ceux de l'homme de manière unique pour l'époque.

La position du curseur sur la ligne de tension entre religion et culture a évolué en s'éloignant progressivement du pôle religion, sans jamais le perdre de vue. Dans le Judaïsme, le curseur a évolué de manière originale. Depuis ses fondements concentrés sur le pôle religieux, avec un dieu autochtone, il s'est déplacé vers le renforcement de l'*identité* individuelle et collective, de la dignité du peuple, puis de la personne, en articulant sa dynamique sur le fil d'un improbable *partenariat de solidarité* entre la créature et le Créateur. Pour aboutir à Dieu unique, universel et transcendant, soit un partenaire innommable, dont l'éloignement était compensé par les principes de Révélation, de Grâce, de Miséricorde, de Promesse. Avec ce partenariat s'est développé le *principe éthique* qui fonde l'*identité* et la *dignité* de la personne devenue image divine. Et la rend par conséquent aussi innommable, intouchable que la dignité et l'identité et la dignité divine. Le dieu-roi a évolué en roi-dieu, en roi, en prophète, en dieu réservé et le plus fort, pour aboutir à Dieu, unique, universel et donc transcendant. A chaque étape *identité* et *dignité* se sont renforcées sur l'axe de l'improbable partenariat avec celui dont on peut résumer le nom en Le Seigneur.

Chez les Anciens Grecs, les dieux avaient été relégués sur l'Olympe et le curseur vibrait du côté du pôle de la culture (la *raison*), tout en étant connecté au pôle religieux. La philosophie, en réalité à l'origine la théologie, s'efforçait de construire des repères ou des valeurs permettant de poursuivre la construction de l'identité et de la dignité au-delà de la vie de la mort. C'est ainsi qu'ont été élaborés des chemins nouveaux, comme la démocratie, le Juste, le Vrai, le Beau, le Bon.

Chez les Romains, le pôle religieux était éclaté en dieux domestiques et en dieux étrangers (d'ascendance romaine, ou bien d'origine des nations conquises), le tout baignant dans une absolue tolérance. Cet éloignement des dieux a permis l'émergence de la république, avec sa verticalité et son organisation, le socle du peuple romain, la tête impériale, l'empereur n'était jamais considéré comme un dieu au même titre que les dieux. La société civile s'est épanouie dans l'espace réservé à l'identité et à la dignité de la personne dans le droit romain, pourvu qu'elle fût citoyenne romaine.

Le christianisme a ramené le curseur vers le pôle religieux. En effet le passage du Jésus historique au Christ mort sur la croix et ressuscité ne pouvait s'effectuer sans le retour de la Promesse, et de la Foi. Avec le christianisme des Premiers temps, une force inédite a été conférée à la personne et donc à son identité et à sa dignité. Le message était en effet que le Royaume céleste avait entamé son installation terrestre, donnant à chacun une *place égale*, avec en plus l'amour absolu

du Créateur servant de modèle à l'amour tout relatif que devraient se porter les humains. L'Eglise s'est rapidement introduite dans le schéma pour se réserver la place de la médiatrice terrestre. Cela ne veut pas dire que l'identité et la dignité de la personne se sont trouvées dégradées. Disons qu'avec la Réforme, elles qui à l'époque avaient fini par s'éteindre, ont retrouvé, avec la responsabilité individuelle, leur plein épanouissement.

L'identité et la dignité s'en trouvaient renforcées tandis que la responsabilité faisait son retour en force. Le curseur de la Réforme religieuse, d'abord concentré sur le pôle du religieux, lui a redonné une identité et une dignité dont il s'était éloigné. La Foi redevenait déterminante, la responsabilité redescendait à l'individu, l'intermédiation de l'Eglise disparaissait, la confiance, avec le libre-arbitre et la responsabilité individuelle, renaissait. Cette cure drastique a fait naître l'économie moderne, en particulier le capitalisme, appelé aujourd'hui économie de marché. Le protestantisme avec son retour à la personne, sa conscience et sa responsabilité, avait inventé le libéralisme.

Avec l'essor du capitalisme, la corrélation religion-culture a progressivement secrété une corrélation *religion-culture-économie*, qui est devenue depuis la fin des Trente Glorieuses, une corrélation *économie-culture*, la religion ayant tendance à disparaître.

C'est donc cette ligne de corrélation *religion-culture* qui a construit notre identité. Telle est la perspective de notre cheminement en tant que personne responsable dans notre cadre de mieux-vivre et de bien-être : construire notre identité dans la promesse de l'autre, soit dans la confiance, au prix d'une normalisation éthique, et dans la recherche de l'équilibre des droits et des devoirs, revient à fonder, avec notre identité, notre dignité. Or cette culture a évolué depuis les révolutions industrielles de telle sorte que le pôle *économie* a progressivement pris la place du pôle *religion*, ou tend à le faire, mettant à l'épreuve notre identité, jusqu'à lui faire subir les effets d'une tension *disruptive*. Cette culture économique maintient la prétention d'un dogme à valeur universelle, qui n'est plus religieux, mais qui est sensé s'imposer par l'effet de ses propres vertus. C'est le dogme ou la Loi prétendument universelle du marché, cadrée par l'économie libérale qui succède à l'économie capitaliste.

Le lien corrélatif *religion - culture* a évolué en lien corrélatif *économie- culture*, lequel a évolué avec le post-libéralisme (libéralisme mondialisé, déréglementé avec l'appui de la technologie du *Big data*, de l'internet et de la communication) en lien corrélatif *finance - culture*, la finance ayant pris la place de l'économie.

Voyons cette évolution plus en détails.

8.3- Corrélation économie-culture

La *culture* se trouvant de moins en moins en corrélation avec la *religion*, en raison de l'obsolescence de son offre, le lien de tension entre ces deux pôles traditionnels finit donc par se rompre et être remplacé par un lien de corrélation *culture-économie*. La culture secrète progressivement une économie sans lien vivace avec la religion, mais qui conserve les "vestiges" de la religion, en particulier sa prétention dogmatique universaliste. C'est l'économie capitaliste, essentiellement d'esprit protestant, qui a mis en exergue la liberté et la responsabilité individuelles, poussant l'avantage comparatif décisif du libéralisme.

Notre thèse est que l'*économie* étant partie intégrante de la culture, elle est fondamentalement, mais indirectement en corrélation avec la religion. L'*économie* fait partie

UNIVERSITE POPULAIRE DE LAUSANNE
Le Temps des Apocalypses

des créations symboliques du XIX^{ème} siècle comme les sciences de la nature, la technique, l'industrie, toutes trois étant au service et dépendant de l'économie dans la société bourgeoise ou industrielle. La philosophie, dont la théologie s'était déjà détachée, laissant la part belle à la psychologie, se retira des sphères de l'esprit pour occuper le terrain de la logique. L'Etat se mit au service et dépendit de l'économie, délaissant toute ambition de rationalité universelle. En bref "la formation culturelle [geistige] même devint signe caractéristique d'une classe et instrument de pouvoir économique."¹² La *forme* a pris le pas sur la profondeur de l'esprit, de la vie. Devenue *autosuffisante* parce que s'appliquant en priorité à l'économie, elle est devenue l'expression d'une volonté de prise de pouvoir universelle. En devenant autosuffisante dans son expression économique, la culture a rompu le lien corrélatif avec la religion. L'une dépendant de l'autre selon la vision tillichienne, elle s'est autodétruite pour laisser la place à une nouvelle forme de culture qui est celle de l'économie. L'économie réalise ses propres fins, puisqu'elle entend offrir au plus grand nombre, au meilleur prix, la quantité la plus élevée de biens, satisfaisant et suscitant des besoins toujours renouvelés sans qu'intervienne la notion de *sens*, mieux en rendant *obsolète* le besoin ou questionnement ultime par la *banalisation* des besoins [et questionnements ultimes] en général et en particulier des valeurs. "On ne perçoit en tout cela aucun dépassement de soi, aucune considération de l'existence. Les formes du processus de vie sont devenues pleinement indépendantes de la profondeur de la vie"^{13, 14}

8.4- *Corrélation finance et culture*

L'*économie* se trouvant de moins en moins en corrélation avec la *culture*, le lien de corrélation entre les pôles *économie* et *culture* finit par se rompre et être remplacé par le lien de corrélation *finance* et *culture*. L'économie sécrète progressivement une finance sans lien vivace avec la culture en particulier avec les principes d'éthique, de solidarité, de subsidiarité, de justice, mais qui conserve, nous le soulignons, les "vestiges" de la doctrine de la Vérité universelle qui s'impose d'elle-même.

Nous vivons aujourd'hui avec l'esprit de la finitude illimitée et autosuffisante. La visée de l'économie de marché est par nature impérialiste et infinie, mais elle fait face à la pluralité (notamment culturelle, par exemple en Chine, en Inde) et à la finitude. [...] Nous sommes bien dans la sphère de l'action économique autonome, qui suit ses lois propres. Nous avons développé et étendu au monde une posture que Tillich dénonçait : "le rapport aux choses dans l'économie de libre marché devient dominateur, sans éros, sans caractère communautaire."¹⁵ Le temps n'est plus *le Temps messianique*, *le Temps qui reste* [...]. "Cela signifie la domination de l'économique sur toutes les fonctions de la vie, entraînant l'attachement au temps et, par conséquent, l'absence de temps tourné vers l'éternité."¹⁶ A nos yeux, la *culture de l'économie* se développe dans une forme d'équilibre qui est un but en soi. De nature *démonique*, elle a perdu le contact avec le non-être relatif, le chaos originel, l'ordre de la création, les ruptures du Tout en Un (la tension entre l'Un et le Multiple), de l'essence (la tension entre l'étant et l'Etre), de la transcendance (la tension avec l'immanence). En bref, elle s'est déconditionnée (détachée) de ces facteurs de transcendance que sont à nos yeux les liens avec la balance

¹²Tillich, *ibid.* p.173.

¹³*ibid.*, p.174.

¹⁴BRANDT *ibid.* p. 80 - 81

¹⁵TILLICH *ibid.* p.199.

¹⁶*ibid.*, p.200.

UNIVERSITE POPULAIRE DE LAUSANNE
Le Temps des Apocalypses

plurielle de la diversité. Tillich y entrevoit deux facteurs de crise pour l'humanité : "l'esprit au service de la domination rationnelle des choses et l'esprit irresponsable"^{17, 18}

Comme nous l'avons observé depuis les huit années que nous donnons ces débats, la *finance*, dont la fonction est d'être au service de l'économie, s'est développée depuis la crise de 2007-2008 au point de servir désormais ses intérêts propres, en se "*hedgeant*" sur l'économie. Dès lors c'est l'*économie* qui est au service de la *finance* et la finance vampirise de l'économie sa substantifique moelle. De plus la *finance* secrète sa propre *culture* avec l'aide de la technologie "*siliconienne*". D'où une nouvelle corrélation *finance - culture* à la dynamique *disruptive*, la finance étant déréglementée, agissant dans le secret du privé et échappant à tout encadrement politique, éthique, juridique, culturel au sens de notre identité traditionnelle.

Désormais tout lien, toute trace de religion, de culture, de nos valeurs traditionnelles au sens de notre identité (reposant sur les qualités du relationnel, de la responsabilité individuelle, du libre-arbitre et de la dignité de la personne et des institutions) tendent à s'effacer.

Jean-Marie Brandt, 16 janvier 2018

¹⁷*Ibid.*, p.201.

¹⁸BRANDT *ibid.* p. 81 - 82